**CONTRAT D’ACTIONS ET DE PERFORMANCES (CAP)**

Entre

**Université de Tlemcen « Abou Bekr Belkaid »**

Et

**Le responsable du programme (003) Recherche scientifique
et développement technologique:**

**Pr. BOUHICHA Mohamed**



**juillet 2022**



**الجمهورية الجزائرية الدّيمقراطية الشعبية**

**وزارة التّعليم العالي والبحث العلمي**

**MODELE**

**CONTRAT D’ACTIONS ET DE PERFORMANCES (CAP)**

**Entre le Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, représenté par le responsable du programme, Ci–après dénommé
« le contractant», d’une part,**

**Et**

**L’Université de Tlemcen « Abou Bekr Belkaid », représentée par le recteur, ci-après dénommée « le co-contractant », d’autre part;**

-Vu le décret exécutif n° 21-134 du 24 chaabane 1442 correspondant au 7 avril 2021 portant organisation centrale du Ministère de l’Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique ;

-Vu le décret exécutif n° 89-138 de la 01/08/1989 portant création de l’Université de **Tlemcen**, modifié et complété;

-Vu la loi organique n°18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au
2 septembre 2018 relative aux lois de finances,et notamment son article 2 et chapitre 2;

-Vu le décret exécutif n° 21-62 du 25 Joumada Ethania 1442 correspondant au
8 février 2021 fixant les procédures de gestion budgétaire et comptable adaptées aux budgets des établissements publics à caractère administratif et autres organismes et établissements publics bénéficiant de dotations du budget de l'Etat.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article premier - Objet :**

L’objet du présent contrat consiste à définir le cadre général concernant les conditions et modalités d’allocation et de versement de la subvention financière de l’Etat en vue de la réalisation des objectifs et des indicateurs de performance associés à chaque objectif par programme à atteindre dans la mise en œuvre des activités du co-contractant.

Le numéro de référence attribué au présent contrat est **UNI/DGESF/2022**.

**Article 2- Engagement du co-contractant :**

Sous réserve du versement au co-contractant de la subvention financière telle que prévue par le présent contrat, le co-contractant s’engage :

* A prendre les dispositions adéquates et raisonnables pour l’atteinte des objectifs prévus ;
* A fournir toutes les données détaillées demandées par le Ministre aux fins de la bonne gestion des activités visées ;
* A informer le Ministre de tout événement pouvant avoir une incidence directe sur l’atteinte des objectifs prévus ;
* A fournir au Ministre, et à tout autre organisme ou particulier dument mandaté par celui-ci, les informations demandées dans le cadre des contrôles et des audits ;
* A participer activement aux activités de contrôle et de suivi.

Le co-contractant est tenu de réaliser les objectifs des différents programmes pour la mise en œuvre des activités. Les indicateurs de performance associés à chaque objectif sont décrits en annexe, qui fait partie intégrante du présent contrat.

Les objectifs des distincts programmesà réaliser ont fait l’objet d’étude et d’engagement du co-contractant vis-à-vis de la Direction Générale des Enseignements et de la Formation :

1. **Programme 001: Administration Générale :**
* **Objectif** : Améliorer la gouvernance universitaire.
1. **Programme 002: Enseignement et formation supérieurs :**
* **Objectif 1** : Amélioration de la qualité de l’encadrement pédagogique ;
* **Objectif**  **2** : Refonte des modes d’enseignement et renforcement de la formation en sciences et technologie.
1. **Programme 003: Recherche scientifique et développement technologique :**
* **Objectif 1 :** Amélioration du rendement de la recherche scientifique et du développement technologique ;
* **Objectif 2** : Amélioration de la visibilité de l’information scientifique et technique.
1. **Programme 004: Vie estudiantine :**
* **Objectif** : Promotion de la vie estudiantine.

**Article 3 -Engagement du Contractant :**

Le contractant s’engage à :

1. Garantir au co-contractant l’autonomie nécessaire pour l’exécution du présent contrat, dans le respect des dispositions légales y relatives et d’en assurer les dotations financières à sa mise en œuvre ;
2. Mettre à la disposition du co-contractant les infrastructures immobilières nécessaires pour l’exécution du présent contrat et favoriser toute mesure d’ordre administratif, organisationnel et/ou juridique facilitant l’accomplissement des missions confiées au co-contractant ;
3. Prendre en charge toute extension des infrastructures immobilières au cas où de telles extensions s’avéreraient indispensables pour l’exécution du présent contrat et selon les besoins réels ;
4. Assurer la mise en œuvre des priorités nationales de la recherche soit par des programmes prioritaires, soit par d’autres instruments, de façon à favoriser l’exécution du présent contrat.

**Article 4 –Durée :**

Le présent **Contrat d’Actions et de Performances (CAP),** est conclu pour une durée de **36 mois**. Il prendra effet le **1er janvier 2023**.

**Article 5 – Contrôle et suivi :**

Le contractant responsable du programme, chargé du suivi du cadre conventionnel est **la Direction Générale des Enseignements et de la formation**.

Le contrat d’actions et de performances (**CAP**), est conclu entre le responsable du programme et le contractant en précisant, notamment la répartition des crédits par titre de dépenses et les valeurs cibles pour chacun des indicateurs de performance afférents aux objectifs conférés au co-contractant.

Il est convenu que tout objectif non atteint doit être justifié dans le rapport annuel sur les actions et les rendements **(RAR)** par le co-contractant pour évaluer les résultats réalisés au titre du Contrat d’Actions et de Performances (**CAP**).

Si le conseil d’administration du co-contractantjuge que le niveau d’atteinte des objectifs n’est pas satisfaisant et sans être justifié par aucune raison valable, il formulera des observations et des recommandations au Ministre.

**Article 6 –Financement :**

Pour la réalisation des activités visées à **l’annexe**, le Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique représenté par le responsable du programme, Ci–après dénommé « le contractant », accorde une subvention financière de l’ordre de :……………………………………………………..………………………DA.

Les services du ministère responsable du programme ou d’actions confié au co-contractant procèdent, au plus tard le JJ/MM/AAAA de l’exercice qui précède l’année d’exécution du programme ou des actions, à la pré-notification des crédits prévus à cet effet.

Les subventions financières annuelles de l’Etat s’établissent comme suit :

* Pour l’exercice 2023 : 8 293 340 000, 00 DA.
* Pour l’exercice 2024 : 8 462 950 000, 00 DA.
* Pour l’exercice 2025 : 8 752 800 000, 00 DA.

Les mandatements des subventions financières annuelles seront exécutés en quatre tranches par virement trimestriel au compte trésor du co-contractant :

 **-** **Une première tranche** de 25% du montant annuel à verser le 02 janvier de chaque année ;

**- Une deuxième tranche** de 25% du montant annuel à verser le 25 mars de chaque année ;

**- Une troisième tranche** de 25% du montant annuel à verser le 25 juin de chaque année ;

**- Une quatrième tranche** de 25% à verser le 25 septembre de chaque année, sous condition de la remise par le co-contractant de l’intégralité des rapports visés à l’article7.

**Article 7 – Rapports :**

Le co-contractant remettra au ministère selon les modalités décrites ci-après un rapport sommaire résumant les activités de l’année considérée et la progression dans l’atteinte des objectifs (maximum 10 pages), comprenant notamment un tableau de bord des indicateurs de performance décrits à l’annexe du présent contrat ;

**-** pour le JJ/MM/AAAA de l’année suivant l’exercice visé : le rapport d’activités annuel, structuré en deux parties :

1. « Rapport d’activités », texte libre, reprenant les éléments marquants de l’année ;
2. « Indicateurs », comprenant les résultats provisoires des indicateurs de performance non financiers et financiers, et les indicateurs d’évolution des ressources humaines choisis de commun accord entre le contractant et le co-contractant.

**-** Pour le JJ/MM/AAAA au plus tard de l’année suivant l’exercice visé **:** les indicateurs financiers et non financiers, y compris le rapport sur les actions et les rendements (RAR), l’état des emplois budgétaires et les effectifs réels du co-contractant, classés par activité et la situation patrimoniale actuelle et prévisionnelle du co-contractant, après validation par son conseil d’administration ;

* Des annexes jointes au rapport fourniront les pièces à l’appui du tableau de bord, telles que les listes des publications, les ventilations certifiées des recettes, et toute autre pièce jugée pertinente.
* Pour le JJ/MM/AAAA Le co-contractant remet au Ministre un rapport sur l’exécution du présent contrat au regard des objectifs poursuivis incluant une présentation chiffrée des indicateurs et un descriptif des activités réalisées.

**Article 8 – Evaluation :**

Une évaluation du co-contractant sera réalisée à chaque fin d’année et portera notamment sur la réalisation de tous les objectifs des différents programmes.

Cette évaluation est menée par des spécialistes, ayant une expérience en matière d’évaluation des activités de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique, choisi par le Ministre, qui produira à la fin de leur mission un rapport sur la performance du co-contractant.

**Article 9 – Suspension du versement des subventions :**

Le versement des subventions de L’Etat au co-contractant, tel que prévu par le présent contrat, peut être suspendu au cas où l’un des rapports précités n’a pas été fourni.

**Article 10 – Inexécution, retards ou défaillances :**

Le co-contractant signale sans délai au Ministre, en lui fournissant toute précision utile, tout événement susceptible de porter préjudice à l’exécution du présent contrat. Le Ministre fixe les mesures à prendre.

**Article 11 – Droits et revenus :**

Les droits de propriété intellectuelle découlant des activités du co-contractant dans le cadre du présent contrat sont sa propriété exclusive. Les revenus générés par des produits, procédés ou services résultants des activités du co-contractant lui seront attribués.

**Article 12 – Révision et /ou Modification du contrat et de l’annexe :**

Les parties contractantes conviennent que le présent contrat peut faire l’objet d’une révision, en cours d’exécution, dans les cas où des situations nouvelles seraient de nature à modifier de manière substantielle les obligations contractuelles.

Toute modification et/ou révision des dispositions du présent contrat, donneront lieu à la conclusion d’un avenant sous forme écrite.

**Article 13 – Clause de principe :**

Toute clause du présent contrat qui serait contraire aux dispositions de la Législation et de la réglementation en vigueur, sera considérée comme nul et nul effet.

**Article 14 – Entrée en vigueur :**

Le présent contrat d’action et de performance entrera en vigueur aux conditions suivantes :

* A sa signature par le co-contractant et le responsable du programme ;
* A sa signature et à sa notification pour le responsable du portefeuille ministériel, le directeur des finances ;

Fait à Alger, le ………………………………..…………………en autant d’exemplaires que de parties.

**POUR LE RESPONSABLE
DU PORTFEUILLE MINISTRIEL**

**Le directeur des finances
M. Djebrani Abdelhakim**

**LE RESPONSABLE DU PROGRAMME 003
Pr. BOUHICHA Mohamed**

**LE CO-CONTRACTANT**

**MOURAD MEGHACHOU**

**Annexe : Objectifs du programme 003 pour la période 2022 - 2025**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs** | **Indicateurs de performance (24)** | **Valeurs actuelles (2021)** | **(Mesure)** | **Date** | **Valeurs cibles** | **Valeurs cibles par exercice** |
| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| **1. Amélioration du rendement de la recherche scientifique et du développement technologique** | 1.1 Projets nationaux de recherche exécutés | néant | Nombre | 2021 | 03 par année | 01 | 02 | 03 | 03 |
| 1.2 Laboratoires Tamayouz | 01 | Nombre | 2021 | 01 laboratoires tamayouz /année | 01 | 01 | 02 | 02 |
| 1.3 Laboratoires, unités et centres créés | 00 | Nombre | 2021 | 03 entités sur 3 Ans | 00 | 01 | 02 | 03 |
| 1.4 Réseaux thématiques créés | néant  | Nombre | 2021 | 3 sur 3 Ans | 2 | 3 | 3 | 3 |
| 1.5 Projets thématiques | néant  | Nombre | 2021 | 150 sur 3 Ans |  |  |  |  |
| 1.6 Incubateurs crées projets incubés | 01 00 | Nombre | 2021 | 01 incubateur  | 01 03 | 01 04 | 01 05 | 01 07 |
| 1.7 Chercheurs impliqués dans les entreprises économiques en recherche développement | 00 | Nombre | 2021 | 10 chercheurs impliqués sur 3 Ans | 00 | 04 | 06 | 10 |
| 1.8 Promotion de la propriété intellectuelle, notamment les brevets d’inventions  | 02 | Nombre | 2021 | 08 brevets déposés/An | 06 | 08 | 08 | 10 |
| **1. Amélioration du rendement de la recherche scientifique et du développement technologique****1. Amélioration du rendement de la recherche scientifique et du développement technologique** | 1.9 Favoriser la création d’entités de recherche au sein des entreprises, afin de permettre de relancer l’activité R&D au sein des entreprises et favoriser l’insertion professionnelle des docteurs dans l’industrie  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1.10 Valorisation de la production scientifique et mise en place des mécanismes de transformation des résultats de la recherche en produits commercialisables  | 6 2 | Nombre | 2021 | 6 produits valorisables /an 2 produits industrialisés/An  | 6 2 | 6 2 | 6 2 | 6 2 |
| 1.11 Création des centres d’innovation et de transfert de technologie (CITT), afin de promouvoir et développer l’innovation et maîtriser le processus de transfert technologique | néant  | Nombre | 2021 | 01 CITT | 0 | 1 | 1 | 1 |
| 1.12 Promouvoir le développement technologique notamment au niveau des EPST  | 0 | Nombre | 2021 | Prototypes | 0 | 2 | 2 | 2 |
| 1.13 Soutien à la création des start-ups et développement des idées innovantes | 0 | Nombre | 2021 | 6 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 1.14 Promotion, encouragement et facilitation de l’utilisation partagée des installations de recherche moyennant la création et le financement des services communs  | 00 | Nombre | 2021 | 01 service commun de la recherche | 0 | 01 | 01 | 01 |
| 1.15 Projets à impact socio-économique | 480 | Nombre | 2021 | 100 | 0 | 50 | 50 | 50 |
| 1.16 Projets d'équipes mixtes avec le monde socio-économique | 46 | Nombre | 2021 | 100 équipes mixtes par an | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 1.17 Renforcer la numérisation des actes de gestion par la création de plateformes | 2 | Nombre | 2021 | 3 | 1 | 2 | 0 | 0 |
| 1.18 Projets de recherche et formation (appel à projets relatifs à l’élaboration des cours de matières référentiels dans différents domaine) | néant  | Nombre | 2021 | 50 par année | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 1.19 Introduction de nouveaux mécanismes afin de renforcer les liens recherche-secteur socio-économique et favoriser le transfert de connaissances et de technologie dans les deux sens | 20 | Nombre | 2021 | 5 Convention/an 5 Projets d’application /exploitation technologique/an | 5 5 | 5 5 | 5 5 | 5 5 |
| **2. Amélioration de la visibilité de l’information scientifique et technique.** | 2.1 Promotion des revues scientifiques nationales dans des bases de données sélectives. | 32 | promotion | 2021 | 40 | 32 | 34 | 37 | 40 |
| 2.2 Algerian Research Network, ARN |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.3 Système national de documentation en ligne SNDL  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.4 Mettre en œuvre des actions permettant la promotion des résultats de la recherche et la vulgarisation scientifique et technologique | 6 | Nombre | 2021 | Évènements/An | 6 | 8 | 10 | 10 |
|  2.5 Programmes internationaux de recherche : qui favorise la coopération des chercheurs à l’international | 14 | Nombre | 2021 | 20 par An | 16 | 18 | 20 | 20 |